



**Les Amis
de la Terre**

Nigeria : les communautés Egi demandent réparation à Total
Visite à Paris de deux représentants nigériens – 27 au 29 mai 2015

A l'occasion de l'Assemblée Générale des actionnaires de Total, **Les Amis de la Terre France recevront à Paris la visite de deux partenaires nigériens, du mercredi 27 au vendredi 29 mai 2015 :**

- **Jerusalem Ugorji AJIE**, membre des communautés Egi, affectées par l'exploitation d'hydrocarbures par Total
- **Prince Williams CHIMA**, avocat, responsable de l'équipe légale des Amis de la Terre Nigeria (**Environmental Rights Action**)
(voir leur présentation ci-après)

Ces deux représentants nigériens viendront témoigner des conséquences de l'exploitation pétrolière et gazière dans le delta du Niger, et plus particulièrement des impacts sociaux et environnementaux des **activités de Total en Egiland**.

En effet, Total est présent dans cette région du Nigeria depuis 1964. Plusieurs points de conflits existent entre la compagnie pétrolière et les communautés Egi, plus particulièrement sur des problématiques de **torchage du gaz, et d'accaparement et pollutions de leurs terres** suite au projet d'extension de l'usine à gaz de Total (Obite), et surtout suite à l'accident majeur survenu sur le champ gazier d'Ibewa en 2012 (bloc onshore OML 58).

Vous pouvez trouver plus d'informations sur le site internet des Amis de la Terre :

Témoignages des communautés Egi : <http://www.amisdelaterre.org/rapportEgiland2014.html>

Nomination de Total aux Prix Pinocchio 2014 : <http://www.amisdelaterre.org/Nomination-de-Total-aux-Prix.html>

Plus largement, ce cas pose la question de la **responsabilité des maisons-mères des multinationales** sur les activités de leurs filiales à l'étranger, problématique largement débattue ces derniers mois en France dans le cadre du débat sur la **loi sur le devoir de vigilance des multinationales**, votée en première lecture à l'Assemblée nationale le 30 mars dernier, et qui doit maintenant être examinée par le Sénat.

De plus, Les Amis de la Terre et l'Observatoire des Multinationales **publieront le 29 mai 2015 un contre-rapport annuel de Total**, afin de mettre en lumière le véritable bilan de cette multinationale française. Le rapport sera disponible sous embargo à partir du mercredi 27 mai.

Les Amis de la Terre France mènent depuis 2007 une campagne sur la Responsabilité sociale et environnementale des entreprises, centrée sur le secteur des industries extractives. Dans ce cadre, Les Amis de la Terre mènent un travail de soutien aux communautés affectées, ainsi que des activités de plaidoyer et des campagnes publiques visant à faire pression sur les décideurs pour obtenir la mise en place de normes contraignantes au niveau français, européen et international afin d'encadrer les activités des multinationales et donner un accès à la justice aux victimes.

Pour interviewer les représentants nigériens, ou pour toute information complémentaire,
merci de contacter :

Juliette Renaud

Chargée de campagne sur les Industries extractives

juliette.renaud@amisdelaterre.org – +33 (0)9 72 43 92 61 / 06 86 41 53 43

Les Amis de la Terre France
2B, rue Jules Ferry – 93100 Montreuil
www.amisdelaterre.org

Présentation des deux représentants nigériens

AJIE Jerusalem Ugorji, native of Egita Community in Egiland in the Ogba/Egbema/Ndoni Local Government Area in Rivers State South- South Region of Nigeria.

Père d'une famille de trois enfants, AJIE Jerusalem est membre d'une communauté qui dit avoir été marginalisée par les activités de Total en Egiland depuis plusieurs dizaines d'années. Les terres de sa famille ont été polluées pour l'accident majeur survenu sur le champ gazier Ibewa de Total, au printemps 2012.

Selon lui, « *alors qu'il n'y a eu aucune remédiation de la terre depuis que l'incident est arrivé, [Total] a manipulé les compensations. En fait, ce qu'ils étaient supposés nous donner n'est pas ce qui a été versé. Ils ne nous ont pas payé de compensation en soi, ils ont payé de l'argent pour ce qu'ils ont appelé des « désagréments ».* » (extrait de son témoignage recueilli en octobre 2014)

Prince CHIMA Williams, Head of Legal Resources Department, Environmental Rights Action/Les Amis de la Terre Nigeria

Prince Chima Williams, a Nigerian environmental/human rights lawyer, actively campaigns nationally and internationally for globally enforceable environmental and human rights standards by all business operators to ensure respect for the environmental and human rights of local community people.

He has made contributions towards policy and legal changes in the Nigerian, West African and global environmental management regime and protection of citizens rights through submissions to the Nigerian Parliament, European Parliament in Brussels, the United Nations in Geneva and as a lead presenter at the International Bar Association, Annual Conference held in Vancouver, Canada.

He has created awareness and trains both community people and lawyers on the issue of access to justice in Nigeria especially when it comes to getting justice against multi-national corporations, and practicalizing his theories in the case of Jonah Gbemre (for himself and on behalf of the Iwherekani Community of Delta State, Nigeria) Vs. SHELL & 2 Ors where a Nigerian Federal High Court declared gas flaring illegal as it violates the peoples fundamental rights to life and dignity of the human person and ordered for its immediate stop.

He is coordinating litigation in the Netherlands by four Nigerian farmers and fishers, claiming damages as victims of Shell oil leaks where the Dutch High Court in the Hague has held Shell liable to one of the Plaintiffs.